

Nouvelle-Écosse. On a découvert des gisements au large des côtes de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve ainsi que dans la mer de Beaufort. C'étaient là des découvertes très prometteuses qu'avait permises la politique que le gouvernement actuel veut abandonner.

Dans sa déclaration, la ministre disait que le parti progressiste conservateur avait toujours appuyé les objectifs du Programme énergétique national, qui étaient de multiplier les possibilités et de favoriser l'équité et la sécurité en matière énergétique. Quelles possibilités existe-t-il pour les sociétés canadiennes si la ministre leur enlève tous les stimulants qui leur avaient été accordés et les consent aux multinationales qui, plutôt que de procéder à des forages, mettront en veilleuse les réserves de concessions qu'elles possèdent jusqu'à ce que le prix du pétrole et du gaz augmente à nouveau? Ces multinationales n'ont que faire de la sécurité des approvisionnements ou de l'avenir énergétique du pays. Quelle justice y a-t-il lorsque la ministre reprend aux sociétés canadiennes les droits de forage qu'elles avaient enregistrés conformément à leurs plans de forage auprès du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources et réduit rétroactivement le nombre de puits qu'elles peuvent forer? Quelle sécurité énergétique reste-t-il lorsque la ministre élimine les stimulants au forage en mer et dans les autres régions neuves.

La ministre a manqué à sa promesse en refusant de garantir un prêt pour les installations de valorisation de la Husky en Saskatchewan et en Alberta. Quel genre de sécurité d'approvisionnement cela nous offre-t-il? Quelle sécurité d'approvisionnement peut-il exister lorsque le gouvernement ne fait rien pour stabiliser le secteur énergétique dans l'Ouest du Canada dont le recul coûte des centaines d'emplois aux habitants de cette région et à d'autres Canadiens? A long terme, c'est toute l'économie du pays que nous avons modelée et fait croître pendant si longtemps qui en souffrira.

La ministre a déclaré:

Réagissant de façon très constructive aux politiques du Programme énergétique national du précédent gouvernement, le caucus du parti progressiste conservateur a publié ses principes en matière de politique énergétique à Prince Albert en juillet 1984, puis à Halifax en août de la même année.

Elle précisait que l'un d'eux était l'utilisation du développement des ressources énergétiques comme moteur de la croissance économique. Nous avons tous entendu parler de cette déclaration sur le moteur de notre croissance économique. Selon les jours, elle allait créer 100,000 ou 300,000 emplois. Nous nous réjouissons de voir que la ministre était convaincue qu'elle allait faire quelque chose pour le secteur énergétique au Canada. Mais que fait-elle maintenant pour ce secteur? Elle s'est complètement distancée des problèmes du secteur énergétique dans les zones pionnières et dans l'ouest du Canada. Elle a complètement oublié les engagements qu'elle avait pris auprès des Canadiens sur le développement du secteur énergétique. L'engagement à développer les ressources énergétiques pour en faire le moteur de la croissance économique est devenu une vaste farce.

La deuxième proposition envisagée par le parti conservateur à Prince-Albert et à Halifax était l'autonomie en matière d'énergie. Le gouvernement a littéralement laissé tomber l'usine de valorisation de Husky. Il s'est complètement lavé les

maines des problèmes de l'ouest du Canada et des besoins tragiques qui se manifestaient dans le domaine des sables bitumineux et du pétrole lourd. Il a laissé les producteurs tomber entre les griffes des grandes sociétés pétrolières. Il a laissé les grandes sociétés pétrolières payer aux producteurs \$3 à \$6 de moins le baril qu'à des producteurs comparables aux États-Unis. Le prix versé aux producteurs de notre pays est le plus bas du monde. Où est le progrès de notre autonomie énergétique?

L'accroissement de la participation canadienne était le troisième principe énoncé à Prince-Albert et à Halifax. La ministre a ramené de 80 p. 100 à 10 p. 100 les stimulants des sociétés prospectant au large qui ne versent pas d'impôts. Les stimulants aux entreprises canadiennes imposables ont été ramenés de 90 p. 100 à 25 p. 100. Ce n'est pas d'un accroissement, un recul de la participation canadienne. Les trois premiers principes énoncés à Prince-Albert et à Halifax ont été balancés, bafoués, reniés.

• (1530)

Qu'en est-il du quatrième? Il promet un traitement juste pour les producteurs et les consommateurs d'énergie. C'est peut-être l'affirmation la plus ridicule et la plus hypocrite de toutes. Qu'y a-t-il de juste dans la façon dont ils sont traités? J'ai déjà dit que les producteurs canadiens étaient les moins bien payés du monde pour leur produit. Le gouvernement encourage cet état de choses par les programmes de Petro-Canada. Selon le secrétaire parlementaire, le gouvernement a mis une nouvelle politique en oeuvre en incitant Petro-Canada à faire de l'argent. Il l'encourage aussi à escroquer le consommateur. Les Canadiens paient l'essence plus cher que les Américains. Cette situation dure depuis janvier. On nous a dit qu'une baisse prend de 60 à 90 jours à se répercuter sur le marché. Qu'on aille le répéter à ceux qui savent la vérité. Allez raconter cela aux Albertains qui voient le pétrole partir directement chez les détaillants à sa sortie de la raffinerie.

C'est une situation très regrettable, car les gens faisaient confiance aux conservateurs. C'est pour cela qu'ils les ont élus le 4 septembre 1984, par une majorité écrasante. Ils pensaient qu'ils tiendraient leurs promesses, surtout sur ces quatre points. La ministre a dit qu'aux élections les Canadiens ont fait un choix à l'égard de la politique énergétique. Elle a dit qu'ils avaient voté pour une nouvelle approche et pour l'abolition du Programme énergétique national. Ils n'ont pas nécessairement voté pour sa suppression. Ils voulaient un changement, c'est vrai, mais ils n'ont pas demandé aux conservateurs de leur présenter une nouvelle politique au cours de la campagne électorale et de l'abandonner complètement une fois au pouvoir.

A en croire la ministre, les initiatives que le gouvernement a prises dans le domaine énergétique dans le cadre des accords de l'Atlantique et de l'Ouest et les mesures annoncées à la fin d'octobre 1985 marquaient la fin du Programme énergétique national et son remplacement par une politique énergétique conservatrice à la fois équitable, non discriminatoire et constructive. Cela nous amène au coeur du problème. Cette politique énergétique a vu le jour uniquement parce que la ministre et son gouvernement voulaient se débarrasser du Programme énergétique national. Ils voyaient rouge dès qu'ils entendaient prononcer ce nom. Peu leur importaient les conséquences de